

L'histoire du temps présent



Denis Scuto

L'historien et le nouveau fardeau de l'homme blanc

Qu'est-ce qu'un historien? Pour l'historien français Pierre Vidal-Naquet, spécialiste de la Grèce antique, c'est d'abord un homme libre. Cette affirmation m'avait interpellé à sa première lecture, car l'accent est souvent mis sur un autre aspect de la qualité d'historien, tout aussi vrai d'ailleurs.

L'historien non pas libre, mais esclave des sources sur lesquelles il s'appuie. Le premier devoir de l'historien est de lire, écouter, regarder beaucoup, même si on ne peut jamais lire tout, sources primaires, études publiées, littérature grise, récits des témoins. Dans son best-seller sur les causes de la Première Guerre mondiale, „Les Somnambules“, Christopher Clarke relève que pas moins de 25.000 études ont été publiées sur ce sujet de 1914 à 1989. Croyez-vous qu'il existe un historien qui les ait toutes lues?

Mais le vrai travail de l'historien – comme des chercheurs d'autres disciplines scientifiques – commence après, lorsque le dernier document a été lu, lorsque les dernières informations ont été organisées et classées. Alors commence le travail de l'interprétation. Et ce travail doit être libre.

Il n'y a pas d'histoire possible, là où un Etat, un parti, un syndicat, une Eglise, une communauté, au nom d'une certaine cause, toute respectable soit-elle, impose un dogme, une théorie, une orthodoxie. La sacralisation d'événements historiques est du domaine du religieux, non de l'histoire. Le sacré, le mythe, tout discours fermé, doit être soumis de la part de l'historien, à la critique. Si un historien agit en homme libre, il s'efforce de jeter un regard critique sur le détournement de l'histoire à des fins politiques en leur opposant les connaissances scientifiques, les nouveaux éclaircissements qu'apporte la recherche, dans une optique d'explication et non de jugement.

L'histoire est toujours à réviser

En même temps, aucune étude, si riche en documents sensationnels, en aperçus profonds, en interprétations nouvelles soit-elle n'est une étude définitive. L'histoire est toujours à réviser. C'est la fonction à la fois scientifique et civique de l'historien de faire et re-faire un travail critique.

La liberté comporte des choix. Choix de la critique, choix des conclusions toujours seulement provisoires et choix de la complexité. Pierre Vidal-Naquet a insisté sur la liberté de l'historien dans sa préface au livre „La 'Solution finale' dans l'Histoire“ de l'historien américain Arno Mayer, né au Luxembourg et qui s'est enfui avec sa famille juive le 10 mai 1940. Dans cette étude, Mayer s'attaque aux approches dogmatiques sur la Shoah: „Ils ne voient que vérité absolue et erreur absolue, certitude parfaite et

incertitude totale. Cette attitude ne s'accorde pas avec la tâche de l'historien, qui est de penser et de dépeindre la réalité dans sa diversité et sa complexité déconcertantes (...)“

Arno Mayer fut fortement critiqué pour ses interprétations non orthodoxes de la Shoah. Il en va ainsi de la liberté. Elle n'est pas acclamée par tout le monde, surtout pas par ceux qui défendent telle ou telle orthodoxie. Ce qui se passe lorsque vous remettez en cause des mythes, on le voit bien en ce moment au Luxembourg où le dogme selon lequel sous l'Occupation les juifs auraient été persécutés par les seuls nazis et non également par les autorités luxembourgeoises est questionné publiquement par des historiens.

Ces réactions sont les mêmes qu'il y a quinze ans en Allemagne, lorsque des historiens et des sociologues ont déboulonné le mythe de la Wehrmacht à la veste propre (par opposition aux „sales“ SS). Ces historiens ont montré que la Wehrmacht a non seulement commis des crimes de guerre isolés à l'Est, mais qu'elle y a mené une guerre de destruction idéologique contre le „bolchévisme juif“. Six dimensions en furent dévoilées dans une grande exposition sur les „Verbrechen der Wehrmacht“: 1. le génocide

des juifs dans les territoires envahis par l'armée allemande en Union soviétique; 2. la mort de plus de 3 millions de prisonniers soviétiques; 3. la guerre alimentaire pendant laquelle des millions de gens ont été affamés à mort, notamment en Biélorussie; 4. la déportation de millions de forçats; 5. la guerre contre les partisans, transformée en outil de terreur contre la population civile et surtout les juifs en Union soviétique et sur les Balkans; 6. les représailles et exécutions d'otages.

Ces historiens se sont contentés, librement, de faire leur travail critique d'une façon consciencieuse, mais on leur a reproché d'être des „Nestbeschmutzer“. Ou alors de grossir les faits. Ou encore de vouloir salir des millions de soldats allemands. Qu'ils étaient trop jeunes pour savoir, qu'ils n'étaient pas présents ...

Christian Gerlach, auteur d'une thèse de doctorat intitulée „Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrussland“ figurait parmi ces historiens concepteurs de la „Wehrmacht-Ausstellung“. Ses interprétations et ses conclusions sont loin de représenter une mise en accusation globale de millions de soldats, mais une appréciation nuancée des responsa-

bilités. Concernant les responsabilités dans le cadre de la mort de centaines de milliers de prisonniers soviétiques et la marge de manoeuvre des officiers et soldats allemands, Gerlach précise que, d'un côté, les équipes de garde et les soldats individuels n'avaient guère d'influence sur la situation alimentaire des prisonniers; même les commandants des camps avaient peu d'emprise sur le système de distribution des vivres, fixé au niveau central par le commandement de la Wehrmacht. D'un autre côté, les commandants des camps portent une responsabilité immense dans le mauvais cantonnement, aux effets meurtriers, des prisonniers pendant l'hiver 1941-42, et beaucoup de soldats, dont le devoir était en fait de les surveiller, ont tué des dizaines de milliers de prisonniers indépendamment de tout ordre d'en haut. La responsabilité incombe ici non au commandement de la Wehrmacht, mais aux équipes de garde elles-mêmes.

Christian Gerlach e entretemps élargi le champ de ses recherches à l'étude comparative de la violence de masse au 20^e siècle, qu'il s'agisse de la destruction des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale ou des meurtres de masse moins thématiques en Indonésie en 1965-66 ou au Bangladesh dans les années 1970. Dans le cadre du centième anniversaire du début du génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman, cet historien libre qui a fait le choix de la complexité n'a malheureusement pas été interviewé dans les médias européens, du moins pas à ma connaissance.

Il a montré que les 1 à 1,5 million de victimes arméniennes de la politique de déportation turque furent assassinées ou laissées mourir de faim avant tout pour des raisons économiques, et pas seulement par des acteurs étatiques, mais aussi par des milices et des élites locales et enfin par des milliers de simples citoyens, non seulement par des Turcs mais aussi des Kurdes. A côté d'organes publics, de larges couches de la population ont participé à l'expulsion et au meurtre des Arméniens. Plus de la moitié sont morts d'épuisement, de faim et de déshydratation dues aux marches forcées et au bannissement dans des contrées arides. Leur mort est directement liée, d'après Gerlach, à la confiscation de leurs ressources, de leur gagne-pain, au vol de leurs maisons et de leurs biens. Les revenus arméniens correspondaient à plus du double du budget de l'Empire ottoman. C'est la perspective de gains matériels et financiers, la volonté de mettre le grappin sur un morceau du gâteau arménien qui explique pourquoi des gouverneurs, des bourgmestres, des fonctionnaires, mais aussi des personnes privées ont encouragé des violences contre les Arméniens ou y ont pris une part active.

L'histoire cherche des explications et trouve des réalités complexes difficiles à déchiffrer, là où le monde politique insiste sur les émotions et la compassion, qu'ils

n'hésitent pas à détourner à leurs fins. Le député chrétien-social Laurent Mosar vient de déposer une résolution demandant la reconnaissance des „crimes et atrocités commis à partir de 1915 par les autorités de l'Empire ottoman contre la nation arménienne“. Crimes et atrocités commis non seulement par les autorités, rétorque l'historien libre. Crimes et atrocités, sous forme de massacres, de déportations, de famines, qui ont touché avant tout des Arméniens, mais aussi dans le même Empire ottoman à la même époque des centaines de milliers de Grecs, de Kurdes, de Turcs, d'Assyriens, de Chaldéens et d'Arabes.

Les nuances des réalités historiques

Laurent Mosar invoque la vérité historique, grand combat en effet. En fait, cette résolution, au-delà du fait qu'elle sert de pression politique sur une Turquie – et sa population principalement musulmane – désireuse d'adhérer à l'Union européenne, ne s'intéresse guère aux nuances des réalités historiques. L'hommage, solennellement proclamé, „à toutes les victimes de tous les génocides et crimes contre l'humanité“, est devenu un des fondements de la politique extérieure de l'Europe. Au 19^e siècle, l'homme blanc européen propageait la civilisation, au 21^e siècle il apporte la liberté du génocide, il intervient au nom de la prévention de crimes contre l'humanité. En Irak, en Somalie, en Libye, sans se soucier des suites chaotiques de ses interventions qui plongent ces régions dans une situation de crise généralisée.

A quoi bon alors s'intéresser aux études d'historiens comme Christian Gerlach qui montrent que la violence de masse naît d'un enchevêtrement complexe de motivations, d'intérêts, de responsabilités du côté de l'Etat, mais aussi du côté de la société, des acteurs sociaux et économiques, qu'elle est conditionnée par les structures sociales. Et qu'une simple intervention de l'extérieur ne met pas fin à cette violence de masse. Souvent bien au contraire. Les résolutions préfèrent nous faire pleurer sur des victimes et dénoncer des bourreaux clairement identifiés. Avant d'appeler à la guerre, idéologique ou réelle, contre eux. Pour des raisons humanitaires évidemment. Au nom du nouveau fardeau de l'homme blanc.



Photo: AFP/Kirill Kudryavtsev

Dépôt de gerbe au mémorial Tsitsernakaberd à Erevan le 24 avril 2015



Lauschert och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.